



Humanitaire

Enjeux, pratiques, débats

22 | Juillet 2009

La Corne de l'Afrique sous surveillance internationale

Le conflit oublié des Beja : l'Est-Soudan au cœur de la Corne de l'Afrique ?

Jérôme Larché



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/417>

ISBN : 978-2-918362-40-1

ISSN : 2105-2522

Éditeur

Médecins du Monde

Édition imprimée

Date de publication : 13 juillet 2009

ISSN : 1624-4184

Référence électronique

Jérôme Larché, « Le conflit oublié des Beja : l'Est-Soudan au cœur de la Corne de l'Afrique ? », *Humanitaire* [En ligne], 22 | Juillet 2009, mis en ligne le 14 octobre 2009, consulté le 06 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/417>

Ce document a été généré automatiquement le 6 mai 2019.

© Tous droits réservés

Le conflit oublié des Beja : l'Est-Soudan au cœur de la Corne de l'Afrique ?

Jérôme Larché

- 1 L'actualité brûlante du Soudan nous incite plutôt à regarder aujourd'hui vers les frontières tchadienne, libyenne ou centrafricaine. Et pourtant, il faut considérer que ce pays est également tourné vers l'Érythrée, l'Éthiopie, et qu'il possède une façade maritime sur la mer Rouge. Cela n'en fait pas pour autant, d'un point de vue strictement géographique, un pays de la Corne de l'Afrique. On peut se demander néanmoins si certaines de ses problématiques ne conduisent pas à l'intégrer, par capillarité, à cette région. C'est en tout cas une approche extensive que l'*International Crisis Group*¹ semble valider et que nous sommes tentés de faire nôtre à la lumière du conflit oublié des Beja, dans l'est du Soudan.

Les populations Beja

Les populations Beja, groupe semi-nomade comptant plusieurs dizaines de milliers de personnes, sont implantées au nord-est du Soudan et au nord de l'Érythrée, sur la côte de la mer Rouge et de part et d'autre de la frontière érythréenne.

Ils pratiquent un islam non fondamentaliste, mêlé à d'autres religions traditionnelles. Ils n'ont pas été arabisés et parlent leur propre langage, le *bedawiye*. Par nature, il s'agit d'un peuple fier, plutôt conservateur, réticent à nouer des relations avec des étrangers et à accepter l'autorité d'un gouvernement central. Beaucoup d'entre eux ont trouvé refuge en Érythrée quand leur groupe a été victime de déplacements de masse et de mines, lors du conflit à l'Est. Le Congrès Beja, fondé par Taha Osman Baleh en 1958 et dont les forces opéraient principalement dans la région de Kassala, a participé pleinement à partir de 1994 à l'Alliance Démocratique Nationale*, soutenue fortement par l'Érythrée, l'Éthiopie et l'Ouganda. D'ailleurs, il semblerait que de nombreux Beja aient travaillé pour le Front de Libération des Populations d'Érythrée (FLPE) pendant la guerre d'indépendance de l'Érythrée et que, pendant le conflit de l'Est-Soudan, les instructeurs militaires des rebelles Beja aient été des Érythréens appartenant au FLPE.

J. L.

* L'ADN comprenait par ailleurs le *Sudan People Liberation Army* (SPLA), le Parti de l'Umma, le Parti Unioniste Démocratique, le Parti Communiste Soudanais, et les Partis Africains de l'Union du Soudan.

Un conflit de basse intensité

- 2 Pendant presque vingt ans, l'est du Soudan a été le théâtre d'un conflit armé de basse intensité entre les forces armées soudanaises et la branche armée de l'opposition nordiste, la « nouvelle brigade soudanaise », composée des forces armées du Sud-Soudan – le SPLA – et de l'Alliance Démocratique Nationale (ADN). Le Front de l'Est est né dans les années 1950, d'une coalition entre le Congrès Beja et les Lions Libres de la tribu arabe de Rachidiya. La lutte armée s'est intensifiée dans les années 1990 pour une meilleure redistribution des richesses dans cette région de l'Est, négligée par le pouvoir central de Khartoum, et rejoignant les revendications émises par les habitants du Sud-Soudan et du Darfour. Il semble que les populations Beja aient été alors victimes d'exactions commises par les forces gouvernementales de l'époque : déplacements forcés, passages de transit habituels minés et attaques indiscriminées envers les civils. Ainsi, même si certains diplomates ont pu assimiler ce combat à « une lutte de pouvoir aux dimensions tribales et ethniques », il semble que les causes principales de cette lutte aient été la persistance d'une asymétrie des rapports entre le centre (Khartoum) et la périphérie (en l'occurrence Port-Soudan et Kassala), mais aussi la spoliation de terrains opérée pour le compte de particuliers². Le conflit de l'Est a également été marginalisé par la crise au Darfour et les difficultés de mise en œuvre du *Comprehensive Peace Agreement de Naivasha* (accords Nord-Sud signés en janvier 2005), tant sur le plan intérieur soudanais que sur le plan international. Paradoxalement, cette marginalisation a plus impacté la diffusion médiatique de ce conflit que sa résolution politique...

Une paix fragile

- 3 Depuis la signature de l'accord de paix de l'Est-Soudan (*East Sudan Peace Agreement* – ESPA –) en 2006, les leaders rebelles ont rejoint le gouvernement (comme Moubarak Mabrouk, ancien secrétaire général du Front de l'Est, promu secrétaire aux Transports) ou sont devenus conseillers présidentiels (comme Moussa Mohammed Ahmed, ancien président du Front de l'Est et son adjointe, Amna Dirar). Cependant, ces postes restent le plus souvent des coquilles vides dépourvues de pouvoir réel et de capacité de transformation politico-économique. Cette relative « *pax politica* » n'a, de plus, pas créé les conditions d'une stabilisation définitive de la zone. En effet, après la signature de l'accord de paix en 2006 et la réconciliation avec Khartoum, le Front de l'Est, organisation politico-militaire, n'a pas réussi à se transformer en vrai parti politique. Pour les anciens responsables du Front de l'Est, il s'agit d'une « crise de transition » normale au vu des délais. Toutefois, la bataille de la légitimité politique entre le Front de l'Est et le Congrès Beja n'est pas achevée, et se joue notamment sur la question sensible de la démobilisation des anciens combattants. Elle pourrait potentiellement se conclure – même si les risques sont faibles – par une reprise des hostilités entre les deux formations autrefois alliées.
- 4 Malgré la paix censée régner à l'Est, les autorités soudanaises restent extrêmement vigilantes dans la région, et l'interpellation – puis l'expulsion – récente d'un touriste autrichien soupçonné d'espionnage après la découverte dans ses bagages d'articles imprimés sur Internet concernant le Congrès Beja, vient le confirmer.

Un enjeu humanitaire certain et méconnu

- 5 La région abrite aujourd'hui plus de 130 000 réfugiés érythréens et éthiopiens, et il semblerait que le « flux érythréen » persiste. En 2005, l'ONG *International Rescue Committee* (IRC) estimait que la population Beja comptait entre 45 000 et 186 000 personnes, habitant sur un territoire d'une superficie de 15 000 km². Pendant le conflit et jusqu'à la signature des accords de paix (ESPA), l'accès aux besoins basiques (nourriture, eau potable) comme l'accès aux soins ou à l'éducation n'étaient pas assurés. Le taux d'analphabétisme avoisinait les 95 %, et ici comme dans beaucoup d'endroits, une des problématiques prioritaires était celle de la mortalité materno-infantile, aggravée par certaines pratiques et croyances traditionnelles³. Toutefois, les causes principales de décès chez les Beja sont encore les infections respiratoires aiguës et les diarrhées, notamment chez les enfants de moins de 5 ans.
- 6 L'accès des ONG à cette région du Soudan reste à ce jour encore parcellaire et problématique, malgré la volonté réelle de certaines d'entre elles d'y travailler.

Le Soudan, « pays-mosaïque » de la Corne de l'Afrique

- 7 La région de l'Est, qui s'étend de Port Soudan à Kassala, présente donc de nombreux enjeux, qui, bien que géographiquement différents, s'appliquent à l'Est comme aux autres régions en crise du Soudan. Tout d'abord, la nécessité de maîtriser l'accès aux matières premières et aux marchandises, les voies maritimes constituant un véritable poumon économique (comme l'accès au pétrole de la région d'Abyei au sud), puis l'intérêt du

Soudan pour des relations plus pacifiées avec son voisin érythréen (comme avec l'Ouganda au sud, mais à l'inverse de sa relation avec le Tchad), et enfin la difficulté des relations entre un pouvoir central puissant (Khartoum) et une périphérie négligée (Est-, Sud-, et Darfour). Ainsi, les stratégies transfrontalières de l'État soudanais, du Darfour à la frontière érythréenne sont extrêmement diverses, allant d'un « *containment* » militaro-politique à des méthodes contre-insurrectionnelles violentes à l'égard des populations.

- 8 La récente interpellation du Congrès Beja, en mai dernier, pour que le Conseil de sécurité des Nations unies saisisse la Cour pénale internationale (CPI) sur les événements sanglants survenus en janvier 2005 à Port Soudan, témoigne de la façon dont, à partir de dynamiques locales, les différents acteurs soudanais (le gouvernement actuel, les rebelles du SLA ou du JEM, et les partis politiques comme le Congrès Beja) tentent aujourd'hui d'instrumentaliser la CPI à des fins politiques internes. Il est intéressant de constater que la « technique » de globalisation médiatico-politique utilisée par le pouvoir soudanais pour contrer l'inculpation du président El-Beshir par la CPI (manifestations de foules criant leur hostilité à la CPI et l'Occident dans les rues de Khartoum ; soutien politique affiché de la Ligue Arabe, de l'Union Africaine, de la Chine et de la Russie), est également utilisée aujourd'hui par ses adversaires, qui tentent d'impliquer plus fortement la communauté internationale dans un jeu médiatique complexe où le flux d'informations fait souvent office de connaissance.
- 9 En définitive, malgré un pouvoir central fort qui a su profiter d'une manne économique importante d'origine essentiellement pétrolière⁴, le maintien voire l'expansion de plusieurs rébellions et l'approche d'échéances électorales cruciales⁵ rendent compte de la fragmentation toujours possible de l'entité soudanaise dans la tension centripète qui lie son centre à ses périphéries.
- 10 Le Soudan constitue donc un « pays-mosaïque », une passerelle entre l'Afrique Noire et le monde arabe, et malgré sa complexité identitaire et culturelle, il pourrait bien participer d'une extension géopolitique de la géographie traditionnelle de la Corne de l'Afrique, comme nous le rappelle le conflit oublié des Beja.

NOTES

1. www.crisisgroup.org

2. Dont Oussama Ben Laden.

3. Les Beja pensent que l'accouchement d'un bébé de petite taille est plus facile, aussi ils diminuent les rations alimentaires des femmes pendant la grossesse. Beaucoup de femmes meurent ainsi durant le travail, par manque de forces.

4. Les exportations de pétrole représentent 65 % des revenus de l'État soudanais, et les prix du baril de brut ont chuté de 60 % par rapport au pic de juillet 2008 qui avait atteint 147 \$ le baril.

5. Élections présidentielles en 2010 et référendum d'autodétermination du Sud-Soudan en 2011.

RÉSUMÉS

L'actualité brûlante du Soudan nous incite plutôt à regarder aujourd'hui vers les frontières tchadienne, libyenne ou centrafricaine. Et pourtant, il faut considérer que ce pays est également tourné vers l'Érythrée, l'Éthiopie, et qu'il possède une façade maritime sur la mer Rouge. Cela n'en fait pas pour autant, d'un point de vue strictement géographique, un pays de la Corne de l'Afrique. On peut se demander néanmoins si certaines de ses problématiques ne conduisent pas à l'intégrer, par capillarité, à cette région. C'est en tout cas une approche extensive que l'*International Crisis Group* semble valider et que nous sommes tentés de faire nôtre à la lumière du conflit oublié des Beja, dans l'est du Soudan.

INDEX

Index géographique : Erythrée, Soudan

Mots-clés : Accès aux soins, Armée, Conflit, Démographie, Guerre, Population déplacée, Réfugié

AUTEUR

JÉRÔME LARCHÉ

Jérôme Larché est médecin, responsable de mission pour le Soudan et membre suppléant du conseil d'administration de Médecins du Monde.